

II. — *Registre du commerce et des sociétés.*

Société commerciale. Dissolution. Radiation du registre. Survie de la personnalité morale. Extinction à la liquidation, Paris, 25^e ch., 13 mars 1979, note Jean-Pierre SORTAIS 94

III. — *Droit fiscal des sociétés.*

Impôt sur les sociétés. Société en participation. Associés. Biens affectés à une société en participation et inscrits à l'actif immobilisé. Amortissements. Cons. Etat, Ass. plénière, 13 juillet 1979, note René BLANCHER 101

IV. — *Droit pénal des sociétés.*

Société commerciale. Fraudes fiscales. Contributions directes. Responsabilité pénale. Société. Gérant de fait. Contributions directes. S.A.R.L. Gérant légal. Intention frauduleuse (Preuve, loi du 29 décembre 1977). Cass. crim., 5 juin 1979, note Bernard BOULOC . . . 106

V. — *Procédures collectives des faillites.*

Compétence. Société italienne ayant un établissement en France. Tribunal compétent pour connaître des procédures. Paris, 3^e ch., 23 mars 1979, note Renaud de BOTTINI et Jean-Pierre SORTAIS 115

Dirigeants sociaux. Passif. Comblement. Action en justice. Prescription. Point de départ. Cass. com., 8 janvier 1979, note Adrienne HONORAT 123

Action en comblement du passif social. Caractère de nature patrimoniale. Conséquence. Transmissibilité de la charge qui en résulte au cas d'ouverture de succession. Cass. com., 6 février 1979, note Jean-Pierre SORTAIS 126

Dirigeants sociaux. Déclaration personnelle en règlement judiciaire ou en liquidation des biens. Biens sociaux. Dirigeant ayant disposé desdits biens comme des siens propres. Nécessité d'un intérêt personnel, non. Cass. com., 11 juillet 1978, note Jean-Pierre SORTAIS 131

Extension du règlement judiciaire ou de la liquidation des biens d'une personne morale au dirigeant. Action de l'article 101, loi du 13 juillet 1967. Prescription de l'action. Aix-en-Provence, 8^e ch., 22 mai 1979, note Adrienne HONORAT 133

Déchéance du droit de diriger, gérer, administrer ou contrôler toute entreprise commerciale (art. 108, loi 13 juillet 1967). Durée non limitée de la déchéance. Conditions de la levée de la déchéance. Cass. com., 2 juillet 1978, observ. J. G. 138

VI. — Associations.

Membre. Exclusion. Régularité statutaire. Contrôle de la faute alléguée. Cass. Civ. 1^{re}, 14 février 1979, note Robert PLAISANT 140

VII. — Groupements d'intérêt économique.

Incapacité d'acheter. Article 1596 du Code civil. Vente d'immeuble. Agents immobiliers, mandataires. Extension de l'incapacité au groupement d'intérêt économique dont ils sont membres. Trib. gr. inst. d'Orléans, 1^{re} ch. civ., 8 janvier 1980 note J. G. 142

III. — LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION :

Lois	151
Décrets	161
Arrêtés	163
Instructions	165

IV. — RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES :

Entreprises nouvelles	167
Sociétés anonymes	170
Sociétés en commandite	171
Transformation de sociétés	172
Groupes de sociétés	173
Dirigeants de sociétés	173

TABLES DES MATIÈRES

I. — DOCTRINE :

L'évolution de l'engagement des associés, par Yves CHARTIER..	1
Les clauses de garantie du passif dans les cessions d'actions et de parts sociales, par Anne GALIA-BAUCHESNE	27
La spécificité des cessions de contrôle, par Daniel ROUX	49
La convention de vote dans la GmbH et l'A.G., par Roger STORP	73

II. — JURISPRUDENCE :

I. — Sociétés anonymes.

Directeur technique. Mandat d'administrateur. Cumul des fonctions d'administrateur et d'un emploi salarié. Article 93, alinéa 1 ^{er} , de la loi du 24 juillet 1966. Nullité du mandat d'administrateur consenti à un salarié moins de deux ans après le début de son contrat de travail. Application de l'article 107 de ladite loi, non, Paris, 1 ^{re} ch., 8 mai 1979, note Jean-Louis SIBON	81
---	----

Salarié devenu administrateur. Critique de la gestion. Modification unilatérale du contrat par l'employeur. Licenciement. Absence de cause réelle et sérieuse. Cass. soc., 14 juin 1979, note Paul LE CANNU	87
---	----

Assemblée générale. Convocation. Qualité pour y procéder. Conseil d'administration. Contestation sur la régularité de sa composition. Nullité prétendue. Pouvoir d'appréciation des juges, Cass. com., 23 octobre 1979, obs. J. G.	91
---	----

98^e année

N° 1 — Janvier-Mars 1980

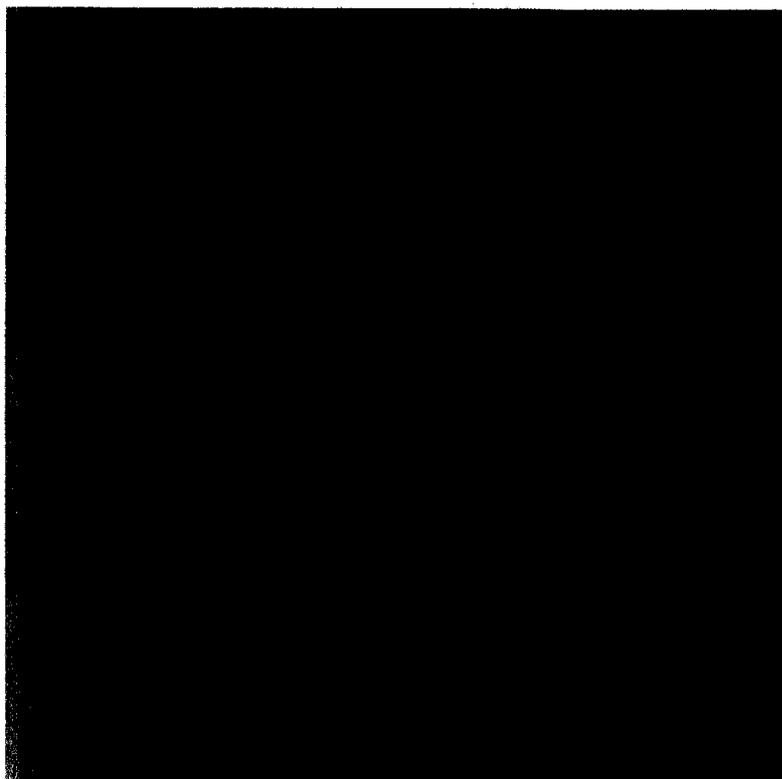
HEMEROTECA

SALA 2

ESTANTE 84

TABLA

REVUE DES SOCIÉTÉS



JOURNAL DES SOCIÉTÉS



JURISPRUDENCE GÉNÉRALE DALLOZ

Comptes sociaux	175
Commissariat aux comptes	176
Sociétés civiles professionnelles	179
Opérations de banque	181
Droit fiscal des sociétés	182
Procédures collectives des faillites	185
Associations	186

V. — BIBLIOGRAPHIE :

Comptes rendus d'ouvrages	191
Articles et notes de jurisprudence	194
Ouvrages et monographies (reçus)	204

VI. — INFORMATIONS :

Commission des opérations de bourse : communications	207
Conseil national du crédit : décision en application de la directive du Conseil des Communautés européennes du 12 décembre 1977	207
Conseil national des commissaires aux comptes : recommandations et avis	209
Séminaires, colloques, conférences	210